



GFL ENVIRONMENTAL INC. RAPPORT DE GESTION

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022

Le rapport de gestion qui suit (le « **rapport de gestion** ») de GFL Environmental Inc. (« **nous** », « **nos** », « **notre** », « **GFL** » ou la « **Société** ») est daté du 4 mai 2022 et il fournit de l'information sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 31 mars 2022 et pour le trimestre clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et aux notes annexes pour le trimestre clos le 31 mars 2022 (les « **états financiers intermédiaires** »), à nos états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (les « **états financiers annuels** ») et à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (le « **rapport de gestion annuel** »).

1. Aperçu de la Société

GFL est la quatrième société de services environnementaux diversifiés en importance en Amérique du Nord, avec des activités partout au Canada et dans plus de la moitié des États américains. GFL comptait plus de 18 000 employés au 31 mars 2022.

GFL a été constituée le 5 mars 2020 en vertu des lois de la province de l'Ontario. Nos actions à droit de vote subalterne sont négociées à la Bourse de New York (la « **NYSE** ») et à la Bourse de Toronto (la « **TSX** ») sous le symbole « **GFL** ». Nos unités de capitaux propres corporels sont négociées à la NYSE sous le symbole « **GFLU** ». Chaque unité de capitaux propres corporels est composée d'un contrat d'achat d'actions prépayé (un « **contrat d'achat** ») et d'un billet amortissable de premier rang (un « **billet amortissable** »).

Au 31 mars 2022, notre division des infrastructures (« **GFL Infrastructure** ») était classée comme étant détenue en vue de la vente et présentée dans les activités abandonnées dans nos états financiers intermédiaires. Les actifs et les passifs de GFL Infrastructure ont par conséquent été classés comme étant détenus en vue de la vente et les résultats de GFL Infrastructure, déduction faite des éliminations intersociétés, ont été présentés séparément dans les activités abandonnées dans nos résultats de la période à l'étude et de la période comparative. Après la clôture du premier trimestre de 2022, nous avons annoncé la réalisation du dessaisissement de GFL Infrastructure pour une contrepartie en trésorerie et une participation ne donnant pas le contrôle dans Green Infrastructure Partners Inc.

La division Assainissement des sols de la Société, qui faisait auparavant partie du secteur Infrastructure et assainissement des sols, a été regroupée avec le secteur Déchets liquides sous le nom « Services environnementaux ».

À moins d'indication contraire, toutes les informations financières contenues dans notre rapport de gestion correspondent aux résultats découlant de nos activités poursuivies.

Information prospective

Le présent rapport de gestion, et particulièrement les rubriques intitulées « Sommaire des facteurs qui influent sur le rendement » et « Situation de trésorerie et sources de financement » présentées ci-après, contient des déclarations prospectives et de l'information prospective (collectivement, l'« **information prospective** ») au sens des lois sur les valeurs mobilières américaines et canadiennes, respectivement. L'information prospective comprend toutes les déclarations qui n'ont pas

uniquement trait aux faits passés et courants, peuvent avoir trait à des événements ou résultats prévus et peuvent comprendre des déclarations sur nos objectifs, nos projets, nos buts, nos stratégies, nos perspectives, nos résultats d'exploitation, notre performance financière et opérationnelle, nos prévisions et nos occasions. Dans certains cas, on reconnaît l'information prospective à l'emploi de verbes ou d'expressions comme « planifier », « cibler », « croire », « s'attendre à », « être susceptible de », « se produire », à la forme affirmative ou négative, au futur ou au conditionnel, et à l'emploi de termes comme « budget », « estimation », « perspective », « prévision », « projection », « stratégie », « avis », « intention », « possibilité », « éventualité » ou d'autres termes semblables. Toutefois, l'information prospective ne contient pas toujours ces termes ou expressions. En outre, les déclarations faisant état de nos attentes, nos intentions, nos prévisions ou d'autres faits ou circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les déclarations qui contiennent de l'information prospective ne portent pas sur des faits passés et ne sont pas des garanties de résultats futurs, mais indiquent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements futurs.

L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion repose sur nos avis, estimations et hypothèses établis à la lumière de notre expérience et de notre perception des tendances historiques, de la conjoncture et de l'avenir prévisible. Elle repose aussi sur d'autres facteurs que nous croyons actuellement pertinents et raisonnables dans les circonstances. Malgré le soin apporté à l'établissement et à l'examen de l'information prospective, rien ne garantit que les avis, estimations et hypothèses sous-jacents se révéleront exacts.

Les facteurs qui pourraient entraîner un écart entre les résultats réels et ceux prévus comprennent, sans toutefois s'y limiter, les facteurs énumérés ci-dessous et à la rubrique intitulée « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (la « **notice annuelle** »). D'autres risques, dont nous pourrions ne pas avoir connaissance pour l'instant ou que nous pourrions considérer comme non significatifs, pourraient avoir une incidence négative sur nos activités. Nous déclinons toute obligation de réviser ou de mettre à jour l'information prospective de manière à rendre compte d'événements ou de changements de circonstances, à moins que la loi ne l'exige expressément.

L'information prospective est assujettie à un certain nombre de risques, impondérables, hypothèses et autres facteurs importants, connus ou inconnus, qui peuvent faire en sorte que les résultats, le rendement ou les réalisations réels diffèrent considérablement de tout résultat, rendement ou réalisation futur exprimés ou sous-entendus dans l'information prospective. Les facteurs qui pourraient engendrer un écart important entre les résultats réels et les résultats prévus comprennent, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit, ainsi que les facteurs de risque décrits de façon détaillée à la rubrique intitulée « Facteurs de risque » présentée dans la notice annuelle : notre capacité à élargir notre part de marché; notre capacité à continuer d'accroître nos produits et à améliorer nos marges d'exploitation, notre capacité à conserver le personnel clé; notre capacité à maintenir et à étendre notre présence géographique; notre capacité à entretenir de bonnes relations avec nos clients; notre capacité à exécuter nos plans d'expansion; notre capacité à saisir des occasions d'acquisitions supplémentaires et à mener à bien l'intégration des entreprises acquises; l'incidence défavorable d'acquisitions sur nos activités; les dettes potentielles attribuables à des acquisitions antérieures ou futures; la nécessité de réussir à intégrer les entreprises acquises; notre capacité à continuer d'investir dans notre infrastructure pour appuyer notre croissance; notre capacité à obtenir et à conserver un financement à des conditions acceptables; notre capacité à augmenter nos prix ou à compenser une hausse de nos coûts; les taux de change et les taux d'intérêt; l'effet de la concurrence; les changements et les tendances dans notre secteur ou l'économie mondiale; les modifications apportées aux lois, règles, règlements et normes internationales; notre capacité à répondre aux exigences légales et exigences des clients en constante évolution en ce qui a trait aux solutions durables et autres enjeux, notre responsabilité éventuelle, le cas échéant, relative aux questions environnementales; à la réglementation gouvernementale et aux modifications y étant apportées et les risques associés à la non-conformité; la perte de contrats municipaux et d'autres contrats; l'incapacité éventuelle de renouveler, d'obtenir ou de conclure des permis, des approbations ou des ententes, et les coûts entraînés par l'exploitation et/ou la construction dans l'avenir de tels sites ou installations; notre dépendance envers des sites d'enfouissement, des installations de récupération de matériaux, des installations de traitement des déchets liquides et des stations de transfert de tiers; l'accès non garanti aux marchés des capitaux propres ou des capitaux d'emprunt; l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre, de l'élimination et du transport; l'approvisionnement en carburant et les fluctuations du prix du carburant; notre besoin d'avoir suffisamment de flux de trésorerie pour réinvestir dans nos activités; notre incapacité à obtenir des cautionnements, des garanties de bonne exécution, des lettres de crédit, ou d'autres garanties financières; les risques liés à l'exploitation, à la santé, à la sécurité et à l'environnement; les catastrophes naturelles, les conditions météorologiques et la saisonnalité; l'exposition au risque de crédit et la diminution des résultats d'exploitation provoquées par un ralentissement économique; la dépendance croissante envers la technologie et le risque de défaillances technologiques; les incidents ou problèmes de cybersécurité; l'atteinte à notre réputation ou à notre marque; la hausse des coûts d'assurance, la hausse de nos coûts d'exploitation entraînée par un resserrement de la réglementation sur les changements climatiques; les risques liés au non-respect des lois ou des règlements anticorruption américains, canadiens ou étrangers; les coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement et les coûts associés à la contamination; l'augmentation des efforts déployés par les provinces, les États et les municipalités pour détourner les déchets des sites d'enfouissement; un litige, l'acte d'une autorité de

réglementation ou des manœuvres menées par des activistes et les développements en matière de santé publique, les épidémies ou les pandémies comme la pandémie de COVID-19.

Mode de présentation

Nos états financiers intermédiaires ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, qui fait partie des Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board. À moins que le contexte ne le suggère autrement et afin d'éviter toute confusion, toute mention de « GFL », la « Société », « nous » et « notre » dans le présent rapport de gestion renvoie à GFL et ses filiales consolidées.

Sauf indication contraire, les montants contenus dans le présent rapport de gestion sont présentés en millions de dollars canadiens.

Reclassement de montants d'exercices antérieurs

Certains soldes relatifs à la ventilation des produits et à l'information sectorielle présentés au cours de périodes antérieures ont été présentés de nouveau afin que leur présentation soit cohérente avec celle adoptée pour la période considérée relativement aux activités abandonnées, comme il est indiqué dans nos états financiers intermédiaires. Notre division Assainissement des sols, qui faisait auparavant partie du secteur Infrastructure et assainissement des sols, a été regroupée avec le secteur Déchets liquides et s'appelle désormais « Services environnementaux ».

Sommaire des facteurs qui influent sur le rendement

Nous sommes d'avis que notre rendement et notre futur succès dépendent d'un certain nombre de facteurs qui présentent d'importantes occasions pour nous. Ces facteurs sont également assujettis à un certain nombre de risques et de défis intrinsèques présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion ainsi que dans notre notice annuelle.

Les acquisitions ont eu une incidence sur nos résultats pour le trimestre clos le 31 mars 2022, de même que la croissance interne enregistrée au cours de cette période, laquelle tient en partie aux stratégies en matière de tarification que nous avons mises en œuvre et aux fluctuations des volumes. Notre capacité de tirer parti de notre réseau évolutif pour réaliser des efficacités en matière de coûts d'exploitation a également eu une incidence sur notre performance pour la période. Le caractère saisonnier influe sur nos résultats, qui sont habituellement plus faibles au premier trimestre de l'exercice, en raison principalement des conditions hivernales ardues au Canada, et plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, en raison de l'augmentation du volume de déchets générés au cours de l'été dans bon nombre de nos marchés des déchets solides. Au cours du premier trimestre de 2022, nombre des mesures qui avaient été prises par les administrations municipales et les gouvernements provinciaux au Canada pour ralentir la propagation de la COVID-19 ont été levées ou assouplies, ce qui a également influé sur nos résultats pour la période à l'étude.

Nous entendons continuer de faire croître notre entreprise et d'améliorer notre performance financière en étendant la portée de nos services sur de nouveaux marchés géographiques et en élargissant notre empreinte géographique afin d'augmenter la densité régionale de nos lignes d'activité, ce qui donnera lieu à une augmentation des marges. Notre capacité de réaliser ces objectifs est tributaire de notre capacité d'exécuter notre stratégie en trois volets qui consiste à i) continuer de générer une croissance interne solide et stable des produits, ii) mener à bien des acquisitions relatives et stratégiques et iii) continuer de stimuler les gains d'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de notre plateforme.

Croissance interne forte et stable des produits

Notre capacité de générer une croissance interne forte et stable des produits tout au long des cycles macroéconomiques dépend de notre capacité d'élargir et d'approfondir l'étendue des services que nous offrons à nos clients existants, de saisir des occasions de vente croisée entre nos capacités de services complémentaires, d'obtenir des hausses de prix et de surcharges, de signer de nouveaux contrats, de renouveler ou de prolonger des contrats existants et d'étendre nos services à des marchés nouveaux ou adjacents. Nous sommes d'avis que l'exécution de cette stratégie continuera de stimuler la croissance interne de nos produits et la production de flux de trésorerie disponibles.

Nos activités sont bien diversifiées sur les plans des secteurs d'activités, des régions et de la clientèle. Nous croyons que notre réussite continue dépend de notre capacité de rehausser davantage cette diversification et d'en tirer parti; un élément clé de cette diversification est notre capacité d'offrir à nos clients une gamme de services exhaustive dans nos secteurs d'activités soutenue par une importante empreinte géographique au Canada et aux États-Unis. L'essentiel des produits que nous tirons de

nos activités de gestion des déchets solides provient de marchés secondaires, et la plus grande part de nos produits tirés de la gestion des déchets solides pour les clients résidentiels provient des grands centres urbains.

Nous sommes également d'avis que nous sommes bien positionnés pour nous adapter à l'évolution constante de la demande des clients et de la réglementation afin de maintenir notre réussite. Pour y arriver, nous devons notamment être en mesure de répondre aux exigences juridiques et à la demande des clients de détourner les déchets des sites d'enfouissement en continuant d'étendre notre capacité de collecte et de traitement de matériaux de multiples sources.

Notre modèle d'affaires diversifié est également un complément de notre stratégie d'acquisition. Comme nos secteurs d'activités sont nombreux, nous pouvons rechercher des acquisitions dans un bassin plus vaste de cibles potentielles. Le fait de maintenir un modèle diversifié est par conséquent crucial pour nous permettre de tirer parti d'occasions d'acquisitions relatives et contribuer à réduire les risques d'exécution et les risques commerciaux inhérents aux stratégies mono-marché et mono-produit.

Mener à bien des acquisitions relatives et stratégiques

Notre capacité à trouver, mener à bien et intégrer des acquisitions relatives est notre principal vecteur de croissance. Compte tenu de l'importante fragmentation du secteur des services environnementaux en Amérique du Nord, notre croissance et notre réussite sont tributaires de notre capacité de saisir des occasions de consolidation dans chacun de nos secteurs d'activités.

Depuis 2007, nous avons mené à terme plus de 190 acquisitions dans l'ensemble de nos secteurs d'activités. Nous cherchons à acquérir des exploitants régionaux indépendants de premier plan afin de prendre pied sur de nouveaux marchés, puis à réaliser des acquisitions complémentaires pour aider à densifier nos activités et à étendre notre rayonnement géographique. L'intégration de ces acquisitions à notre plateforme existante est un élément clé de notre réussite, tout comme le fait de continuer de repérer et saisir ces occasions de consolidation intéressantes.

De plus, l'exécution concluante d'acquisitions nous permet d'accéder à de nouveaux marchés et de saisir de nouvelles occasions de vente croisée et de réaliser des synergies en matière d'approvisionnement et de coût dans l'ensemble de nos activités.

Stimuler les gains d'efficience opérationnelle

Nous offrons nos services par l'entremise d'un réseau d'installations stratégiquement situées au Canada et aux États-Unis. Dans chacun de nos marchés géographiques, notre solide position concurrentielle est tributaire des importantes dépenses d'investissement requises pour reproduire notre infrastructure réseau et nos actifs, ainsi que des exigences strictes en matière d'obtention de permis et de conformité à la réglementation. La poursuite de notre succès dépend également de notre capacité à tirer parti de notre réseau évolutif pour attirer et fidéliser les clients de nos gammes de services, de réaliser des efficacités opérationnelles et de réaliser des synergies en matière d'approvisionnement et de coût.

Il est également essentiel que nous continuions à tirer parti de nos capacités évolutives pour augmenter la marge d'exploitation et réaliser des synergies de coûts, notamment en misant sur la capacité de nos installations, procédés technologiques et effectifs existants pour appuyer la croissance future et procurer des économies d'échelle, ainsi qu'en augmentant la densité des trajets et en desservant les nouveaux clients au moyen de notre réseau d'actifs et de notre flotte existants pour rehausser la rentabilité de chacun de nos secteurs d'activités.

Notre réussite dépend également de notre capacité de continuer à faire des investissements stratégiques dans notre entreprise, y compris d'importantes dépenses d'investissement dans nos installations, nos procédés technologiques et nos capacités administratives afin d'appuyer notre croissance future. Notre capacité d'améliorer nos marges d'exploitation et la marge de nos frais de vente et charges générales et administratives en maintenant une structure de coûts rigoureuse et en examinant régulièrement nos pratiques afin de gérer les charges et de rehausser l'efficience aura également une incidence sur nos résultats d'exploitation.

2. Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du trimestre clos le 31 mars 2022 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021

Le tableau suivant présente un sommaire de certains résultats d'exploitation découlant des activités poursuivies et d'autres données financières pour les périodes indiquées qui ont été tirés de nos états financiers intermédiaires et des notes annexes :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestre clos le 31 mars 2022	Trimestre clos le 31 mars 2021 ¹⁾	Variation	
			\$	%
Produits	1 401,4 \$	1 099,6 \$	301,8 \$	27,4 %
Charges				
Coût des ventes	1 265,6	1 008,8	256,8	25,5
Frais de vente et charges générales et administratives	162,7	126,8	35,9	28,3
Charges d'intérêts et autres charges financières	99,7	91,2	8,5	9,3
Profit au dessaisissement	(6,5)	—	(6,5)	—
Autres (produits) charges	(235,3)	190,1	(425,4)	(223,8)
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	115,2	(317,3)	432,5	136,3
Recouvrement d'impôt sur le résultat ²⁾	(21,8)	(33,6)	11,8	35,1
Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies ²⁾	137,0	(283,7)	420,7	148,3
Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées	(109,6)	1,7	(111,3)	(6 547,1)
Bénéfice net (perte nette) ²⁾	27,4	(282,0)	309,4	109,7
Bénéfice (perte) par action, de base ²⁾ (en dollars)	0,02	(0,82)	0,84	102,4
BAIIA ajusté ³⁾	354,4 \$	297,7 \$	56,7 \$	19,0 %

	31 mars 2022	31 décembre 2021	Variation
Total des actifs	17 942,5 \$	18 373,7 \$	(431,2) \$
Total de la trésorerie	189,3	190,4	(1,1)
Total de la dette à long terme	8 016,7	7 979,0	37,7
Total des passifs	12 244,0	12 597,6	(353,6)
Total des capitaux propres	5 698,5 \$	5 776,1 \$	(77,6) \$

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

2) Après la publication initiale des états financiers intermédiaires au 31 mars 2021, GFL a déterminé que la perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat ne doit pas être traitée comme une différence temporaire aux fins de l'impôt sur le résultat différé. Par conséquent, pour corriger cette erreur non significative, le recouvrement d'impôt sur le résultat a été réduit de 55,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021.

3) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux normes IFRS et indicateurs de performance clés ».

Produits

Le tableau suivant présente les produits par types de services pour les périodes indiquées, compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars 2022		Trimestre clos le 31 mars 2021 ¹⁾		Variation des produits	
	Produits	%	Produits	%	\$	%
Clients résidentiels	330,0 \$	23,5 %	287,7 \$	26,2 %	42,3 \$	14,7 %
Clients commerciaux et industriels	514,1	36,7	424,0	38,6	90,1	21,3
Collecte - total	844,1	60,2	711,7	64,8	132,4	18,6
Sites d'enfouissement	176,7	12,6	139,9	12,7	36,8	26,3
Transfert	141,9	10,1	130,1	11,8	11,8	9,1
Récupération de matériaux	89,0	6,4	80,7	7,3	8,3	10,3
Autres	70,5	5,0	55,0	5,0	15,5	28,2
Déchets solides	1 322,2	94,3	1 117,4	101,6	204,8	18,3
Services environnementaux ²⁾	251,5	17,9	126,6	11,5	124,9	98,7
Produits intersociétés	(172,3)	(12,2)	(144,4)	(13,1)	(27,9)	(19,3)
Produits	1 401,4 \$	100,0 %	1 099,6 \$	100,0 %	301,8 \$	27,4 %

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

2) Les Services environnementaux sont issus du regroupement du secteur Déchets liquides et de la division Assainissement des sols, qui faisait auparavant partie de notre secteur Infrastructure et assainissement des sols.

Les produits consolidés du trimestre clos le 31 mars 2022 se sont élevés à 1 401,4 M\$, ce qui représente une hausse de 301,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. Cette augmentation tient essentiellement à l'incidence des acquisitions réalisées depuis le 1^{er} janvier 2021, qui ont contribué à cette hausse pour environ 178,1 M\$, ainsi que de façon à peu près équivalente à nos secteurs Déchets solides et Services environnementaux. Les prix élevés établis, l'augmentation des prix des marchandises et les volumes favorables ont également contribué à cette augmentation. Les principales variations de nos produits enregistrées au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, excluant l'incidence des acquisitions, sont les suivantes :

- Les produits du secteur Déchets solides ont augmenté de 10,3 %, dont 7,7 % grâce à une hausse des prix de base, des surcharges et des prix des marchandises et 2,6 % grâce au volume favorable découlant de la hausse des volumes de nos activités liées aux services de collecte et de nos activités postérieures à la collecte, contrebalancée en partie par l'incidence des volumes de récupération de matériaux non récurrents au cours de la période précédente. Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négligeable sur les produits du trimestre.
- Les produits du secteur Services environnementaux ont enregistré une hausse de 19,3 % essentiellement attribuable à l'accroissement des activités de collecte auprès des clients industriels et des activités de traitement dans nos installations. Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négligeable sur les produits du trimestre.

Coût des ventes

Le tableau suivant présente le coût des ventes pour les périodes indiquées, compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars 2022		Trimestre clos le 31 mars 2021 ¹⁾		Variation du coût	
	Coût	En % des produits	Coût	En % des produits	\$	%
Coûts liés au transfert et à l'élimination	262,7 \$	18,7 %	215,1 \$	19,6 %	47,6 \$	22,1 %
Main-d'œuvre et avantages	331,1	23,6	254,0	23,1	77,1	30,4
Entretien et réparation	139,0	9,9	106,8	9,7	32,2	30,1
Carburant	77,9	5,6	46,1	4,2	31,8	69,0
Autres coûts des ventes	105,2	7,6	81,7	7,4	23,5	28,8
Sous-total	915,9	65,4	703,7	64,0	212,2	30,2
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	219,1	15,6	191,3	17,4	27,8	14,5
Amortissement des immobilisations incorporelles	124,5	8,9	110,3	10,0	14,2	12,9
Coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration	6,1	0,4	3,5	0,3	2,6	74,3
Coût des ventes	<u>1 265,6 \$</u>	<u>90,3 %</u>	<u>1 008,8 \$</u>	<u>91,7 %</u>	<u>256,8 \$</u>	<u>25,5 %</u>

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

Le coût des ventes du trimestre clos le 31 mars 2022 s'est élevé à 1 265,6 M\$, ce qui représente une hausse de 256,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021, essentiellement attribuable à l'incidence des acquisitions. Le coût des ventes en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 31 mars 2022 a reculé de 140 points de base par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021 pour s'établir à 90,3 %. Les variations enregistrées pour chaque catégorie de coûts, exprimées en pourcentage des produits, découlent essentiellement de la modification de la composition des activités, conjuguée à la pression accrue sur les coûts de main-d'œuvre causée par la pénurie de main-d'œuvre qui a entraîné une hausse des taux de rémunération, des coûts de formation et des heures supplémentaires, ainsi que d'autres pressions inflationnistes sur les coûts. En pourcentage des produits, le carburant a augmenté de 140 points de base, pour s'établir à 5,6 % par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. Des coûts supplémentaires liés à la gestion des risques sont aussi responsables de l'augmentation du coût des ventes par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. Cette hausse des coûts a été en partie contrebalancée par le levier d'exploitation au titre des coûts liés au transfert et à l'élimination réalisé au moyen de la croissance interne ainsi que par les économies découlant de la poursuite de nos efforts en matière de gestion des coûts et d'amélioration de l'efficacité. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration, le coût des ventes exprimé en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 31 mars 2022 a augmenté de 140 points de base par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021, pour s'établir à 65,4 %.

Frais de vente et charges générales et administratives

Le tableau suivant présente les frais de vente et charges générales et administratives pour les périodes indiquées, compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars 2022		Trimestre clos le 31 mars 2021 ¹⁾		Variation du coût	
	Coût	Pourcentage des produits	Coût	Pourcentage des produits	\$	%
Salaires et avantages	83,9 \$	6,0 %	63,9 \$	5,8 %	20,0 \$	31,3 %
Paievements fondés sur des actions	11,8	0,8	8,9	0,8	2,9	32,6
Autres	47,2	3,4	34,3	3,1	12,9	37,6
Sous-total	142,9	10,2	107,1	9,7	35,8	33,4
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	7,9	0,6	7,6	0,7	0,3	3,9
Coûts de transaction	11,9	0,8	12,1	1,1	(0,2)	(1,7)
Frais de vente et charges générales et administratives	162,7 \$	11,6 %	126,8 \$	11,5 %	35,9 \$	28,3 %

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

Les frais de vente et charges générales et administratives du trimestre clos le 31 mars 2022 se sont chiffrés à 162,7 M\$, ce qui représente une hausse de 35,9 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. L'augmentation tient principalement à une hausse des coûts liés aux salaires, aux avantages et aux investissements dans une infrastructure de technologie de l'information et des autres coûts attribuables au nombre et à la taille des entreprises acquises depuis le 1^{er} janvier 2021. Les coûts discrétionnaires comme les frais de déplacement ont aussi augmenté, les restrictions aux frontières s'étant assouplies au cours du trimestre clos le 31 mars 2022. Les frais de vente et charges générales et administratives en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 31 mars 2022 ont été de 11,6 %, contre 11,5 % pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles et des coûts de transaction, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 31 mars 2022 se sont établis à 10,2 %, contre 9,7 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Charges d'intérêts et autres charges financières

Le tableau suivant présente les charges d'intérêts et autres charges financières pour les périodes indiquées, compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars 2022	Trimestre clos le 31 mars 2021 ¹⁾	Variation du coût	
			\$	%
Intérêts	84,8 \$	76,9 \$	7,9 \$	10,3 %
Amortissement des charges financières différées	3,2	3,4	(0,2)	(5,9)
Désactualisation des obligations liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	4,6	4,4	0,2	4,5
Autres charges financières	7,1	6,5	0,6	9,2
Charges d'intérêts et autres charges financières	99,7 \$	91,2 \$	8,5 \$	9,3 %

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

Les charges d'intérêts et autres charges financières du trimestre clos le 31 mars 2022 se sont établies à 99,7 M\$, ce qui représente une hausse de 8,5 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. Les charges d'intérêts du trimestre clos le 31 mars 2022, qui se sont établies à 84,8 M\$, reflètent une hausse de 7,9 M\$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent découlant des paiements d'intérêts sur la dette à long terme supplémentaire contractée durant la dernière partie de 2021.

Autres produits et charges

Le tableau suivant présente les autres produits et charges pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars 2022	Trimestre clos le 31 mars 2021	Variation du coût	
			\$	%
Profit de change	(58,6) \$	(39,0) \$	(19,6) \$	50,3 %
(Profit) perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat	(174,9)	228,3	(403,2)	(176,6)
(Profit) perte à la vente d'immobilisations corporelles	(1,8)	0,8	(2,6)	(325,0)
Autres (produits) charges	(235,3) \$	190,1 \$	(425,4) \$	(223,8) %

Les autres produits ont augmenté de 425,4 M\$ pour s'établir à 235,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement aux autres charges de 190,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Cette variation s'explique principalement par un profit hors trésorerie de 174,9 M\$ à la réévaluation des contrats d'achat et un profit de change hors trésorerie de 58,6 M\$ découlant de la réévaluation en dollars canadiens des unités de capitaux propres corporels et de la tranche non couverte de notre dette libellée en dollars américains, au moyen du taux de change en vigueur au 31 mars 2022.

Dessaisissements

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, nous avons réalisé des dessaisissements de certains actifs liés aux activités postérieures à la collecte et de certaines activités auxiliaires dont le produit s'est chiffré à 85,8 M\$, pour un profit net total de 6,5 M\$.

Recouvrement d'impôt sur le résultat

Le recouvrement d'impôt sur le résultat a diminué de 11,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021, pour s'établir à 21,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Cette diminution tient principalement aux pertes fiscales moindres attribuables à un profit de change hors trésorerie accru et à un profit sur les dessaisissements pour le trimestre clos le 31 mars 2022. La comptabilisation d'actifs d'impôt différé liés à ces pertes dépend de la disponibilité de passifs d'impôt différé pouvant être portés en réduction de ces actifs d'impôt différé dans l'avenir.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

Nos principales lignes d'activité sont le transport, la gestion et le recyclage des déchets solides et liquides ainsi que les services d'assainissement des sols. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : Déchets solides, qui comprend le transport, l'enfouissement, le transfert et les installations de récupération de matériaux, et Services environnementaux, qui comprend la gestion des déchets liquides et les services d'assainissement des sols.

Les résultats de nos secteurs opérationnels sont présentés conformément aux critères utilisés pour la préparation du rapport interne destiné au principal décideur opérationnel responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation du rendement des secteurs opérationnels. Le principal décideur opérationnel évalue le rendement des secteurs opérationnels en fonction de plusieurs facteurs, y compris les produits et le BAIIA ajusté.

Analyse des résultats du trimestre clos le 31 mars 2022 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021

Les tableaux suivants présentent les produits et le BAIIA ajusté par secteurs opérationnels pour les périodes indiquées compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées. Les produits bruts sont calculés en fonction des produits avant les éliminations intersociétés :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars 2022			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ³⁾
Déchets solides				
Canada	407,7 \$	(52,0) \$	355,7 \$	93,7 \$
États-Unis	914,5	(100,5)	814,0	256,0
Déchets solides	1 322,2	(152,5)	1 169,7	349,7
Services environnementaux ²⁾	251,5	(19,8)	231,7	46,4
Siège social	—	—	—	(41,7)
	<u>1 573,7 \$</u>	<u>(172,3) \$</u>	<u>1 401,4 \$</u>	<u>354,4 \$</u>

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars 2021 ¹⁾			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ³⁾
Déchets solides				
Canada	345,2 \$	(42,9) \$	302,3 \$	83,0 \$
États-Unis	772,2	(89,8)	682,4	222,2
Déchets solides	1 117,4	(132,7)	984,7	305,2
Services environnementaux ²⁾	126,6	(11,7)	114,9	22,2
Siège social	—	—	—	(29,7)
	<u>1 244,0 \$</u>	<u>(144,4) \$</u>	<u>1 099,6 \$</u>	<u>297,7 \$</u>

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

2) Les Services environnementaux sont issus du regroupement du secteur Déchets liquides et de la division Assainissement des sols, qui faisait auparavant partie de notre secteur Infrastructure et assainissement des sols.

3) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

Déchets solides – secteur opérationnel au Canada

Les produits du trimestre clos le 31 mars 2022 se sont élevés à 355,7 M\$, ce qui représente une hausse de 53,4 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. Cette hausse s'explique en partie par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2021, qui ont contribué aux produits à hauteur d'environ 27,9 M\$, par les hausses des prix et des surcharges à hauteur de 19,6 M\$ et par les augmentations des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux à hauteur de 5,0 M\$. Les hausses des prix et des surcharges ont été supérieures à celles du trimestre clos le 31 mars 2021, en raison de la poursuite de la mise en œuvre de nos stratégies d'établissement des prix, de la hausse des produits tirés des surcharges et des ajustements au titre de la hausse de l'indice des prix à la consommation concernant certains contrats municipaux. Les volumes, exclusion faite des volumes de récupération de matériaux, ont donné lieu à une augmentation des produits de 6,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021, principalement grâce à une augmentation des volumes liés à nos activités commerciales de collecte, de stations de transfert et d'enfouissement des déchets. Cette augmentation a été neutralisée par la baisse des volumes des activités de traitement des déchets organiques, en grande partie attribuable aux graves intempéries dans l'Ouest du Canada au début de l'exercice, ainsi que par l'incidence des volumes non récurrents de récupération de matériaux au cours de la période.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 93,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ce qui représente une hausse de 10,7 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2022, qui s'est établie à 26,3 %, s'est repliée de 120 points de base par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. La diminution tient essentiellement à l'augmentation des coûts du carburant, à la hausse des frais de déplacement et autres dépenses découlant de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID et à l'incidence des remises non récurrentes visant les assurances des employés reçues au cours de la période précédente. L'intensification des pressions sur les coûts de la main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires ainsi que les autres

pressions inflationnistes sur les coûts non liés au carburant ont été plus que compensés par la mise en œuvre de nos stratégies d'établissement des prix. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été supérieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet favorable sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Déchets solides – secteur opérationnel aux États-Unis

Les produits du trimestre clos le 31 mars 2022 se sont élevés à 814,0 M\$, ce qui représente une hausse de 131,6 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. Cette hausse s'explique principalement par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2021, qui ont contribué aux produits à hauteur d'environ 55,6 M\$, par les hausses des prix et des surcharges à hauteur de 45,8 M\$ et par les augmentations des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux à hauteur de 5,7 M\$. Les volumes ont donné lieu à une augmentation des produits de 24,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021, ce qui s'explique principalement par une hausse des volumes de nos activités liées aux services de collecte et de nos activités postérieures à la collecte. Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négligeable sur les produits du trimestre.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 256,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ce qui représente une hausse de 33,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2022, qui s'est établie à 31,4 %, a diminué de 120 points de base par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. La diminution tient essentiellement aux coûts du carburant et des réclamations liées à des incidents plus élevés au cours de la période précédente. L'intensification des pressions sur les coûts de la main-d'œuvre du fait du resserrement des marchés de la main-d'œuvre qui a fait monter les taux de rémunération, les coûts de la formation et les heures supplémentaires, ainsi que les autres pressions inflationnistes sur les coûts non liés au carburant ont été plus que compensés par la mise en œuvre de nos stratégies d'établissement des prix. Les augmentations des coûts du carburant, des réparations et de l'entretien ainsi que des coûts des réclamations liées aux accidents ont aussi eu un effet défavorable sur la marge globale du BAIIA ajusté. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a pesé sur la marge globale du BAIIA ajusté.

Secteur opérationnel Services environnementaux

Les produits se sont établis à 231,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ce qui représente une hausse de 116,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. Les acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2021 ont contribué à la hausse des produits à hauteur d'environ 94,6 M\$. À l'apport des acquisitions s'ajoute une croissance interne des produits qui s'est chiffrée à 22,2 M\$, principalement attribuable à la hausse des activités liées aux services de collecte et de traitement pour des clients industriels et à l'augmentation des volumes de sols traités dans nos installations. Les fluctuations des taux de change ont eu une incidence négligeable sur les produits du trimestre.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 46,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ce qui représente une hausse de 24,2 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 31 mars 2022, qui s'est établie à 20,0 %, a augmenté de 70 points de base par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021 en raison surtout de l'accroissement interne de la marge découlant des initiatives en matière d'établissement des prix, du contrôle des coûts variables et du levier d'exploitation associé au rétablissement des volumes. Ces facteurs ont été contrebalancés par les produits additionnels provenant des acquisitions, qui ont fourni des marges du BAIIA ajusté inférieures à celles des entreprises existantes, ainsi que par la hausse des coûts du carburant, de la main-d'œuvre et des réparations et de l'entretien.

Siège social

Les charges générales se sont établies à 41,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ce qui représente une hausse de 12,0 M\$ par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021. Les charges générales en pourcentage des produits représentent 3,0 % pour le trimestre clos le 31 mars 2022, en hausse de 30 points de base comparativement aux charges générales en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 31 mars 2021. La hausse s'explique principalement par les effectifs additionnels et les coûts indirects engagés aux fins du soutien de la croissance des activités.

4. Situation de trésorerie et sources de financement

Nous prévoyons que la trésorerie disponible, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et la capacité d'emprunt en vertu de notre facilité de crédit renouvelable (définie ci-après) suffiront pour répondre à nos besoins en capital actuellement prévus. Nous prévoyons que ces sources suffiront pour répondre à nos actuels besoins en matière de dépenses d'investissement liées à l'exploitation, payer nos dividendes et financer certaines acquisitions complémentaires dans le cadre de notre stratégie.

Flux de trésorerie

Flux de trésorerie pour le trimestre clos le 31 mars 2022 par rapport au trimestre clos le 31 mars 2021

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars 2022	Trimestre clos le 31 mars 2021	Variation	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	176,0 \$	212,7 \$	(36,7) \$	(17,3) %
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(190,6)	(195,8)	5,2	2,7
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	19,6	(28,7)	48,3	168,3
Augmentation (diminution) de la trésorerie	5,0	(11,8)		
Variations découlant de la réévaluation de la trésorerie en fonction des taux de change	(6,1)	(4,3)		
Trésorerie au début de la période	190,4	27,2		
Trésorerie à la fin de la période	189,3 \$	11,1 \$		

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 176,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, ce qui représente une diminution de 36,7 M\$ par rapport aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 212,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Cette diminution s'explique essentiellement par un investissement additionnel de 35,5 M\$ dans le fonds de roulement, dont 28,8 M\$ a trait à GFL Infrastructure, et une augmentation de 55,5 M\$ des charges d'intérêts payées en trésorerie sur la dette à long terme en cours en raison principalement du calendrier des paiements d'intérêts en trésorerie. Cette diminution a été contrebalancée en partie par un accroissement du BAIIA ajusté au cours du trimestre clos le 31 mars 2022.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 69,6 M\$, dont une tranche de 44,8 M\$ est attribuable à GFL Infrastructure, pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à des sorties de trésorerie de 34,1 M\$, dont une tranche de 16,2 M\$ est attribuable à GFL Infrastructure, pour le trimestre clos le 31 mars 2021. La variation de 35,5 M\$ d'une période à l'autre s'explique principalement par la croissance interne des produits et le calendrier des paiements et des collectes. Pour la période à l'étude, les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont découlé d'une baisse de 20,2 M\$ des débiteurs, d'un recul de 41,5 M\$ des créditeurs et charges à payer et d'une diminution de 7,9 M\$ des charges payées d'avance et autres actifs. Compte non tenu de GFL Infrastructure, les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement pour la période à l'étude ont découlé d'une hausse de 18,5 M\$ des débiteurs, d'un recul de 38,9 M\$ des créditeurs et charges à payer et d'une diminution de 4,5 M\$ des charges payées d'avance et autres actifs.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 5,2 M\$ comparativement au trimestre clos le 31 mars 2021, pour s'établir à 190,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022. Cette baisse s'explique principalement par le produit additionnel de 88,1 M\$ sur les dessaisissements d'actifs au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à 3,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Les dépenses d'investissement ont augmenté de 71,9 M\$ pour s'établir à 203,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à 131,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. En outre, notre participation initiale dans des coentreprises et des entreprises associées a augmenté de 12,2 M\$. Les dépenses liées aux acquisitions se sont établies à 67,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, contre 68,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Les dépenses d'investissement liées à GFL Infrastructure se sont établies à 7,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à 28,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021.

Activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement ont progressé de 48,3 M\$ pour représenter des entrées de trésorerie de 19,6 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 28,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse découlant des variations nettes de la dette à long terme, les paiements moindres au titre des frais de financement et la contrepartie éventuelle au titre des acquisitions et des retenues. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement relativement à GFL Infrastructure se sont établis à 1,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022, comparativement à 0,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021.

Sources de liquidités disponibles

En vertu de notre convention de crédit renouvelable modifiée et reformulée datée du 27 septembre 2021 (la « **convention de crédit renouvelable** »), nous avons accès : a) à une facilité de crédit renouvelable de 905,0 M\$ (montant disponible en dollars canadiens et en dollars américains) assortie d'une option accordéon de 300,0 M\$ et des facilités de crédit renouvelable d'un montant total de 75,0 M\$ US (montant disponible en dollars américains) (collectivement, la « **facilité de crédit renouvelable** »), et b) à un emprunt à terme de 500,0 M\$ (la « **facilité d'emprunt à terme A** »). La facilité de crédit renouvelable et la facilité d'emprunt à terme A portent intérêt au TIOL ou au taux des acceptations bancaires majoré de 1,500 % à 2,250 % ou, encore, au taux préférentiel du Canada ou des États-Unis majoré de 0,500 % à 1,250 %.

Au 31 mars 2022, un montant de 80,0 M\$ avait été prélevé sur la facilité de crédit renouvelable (néant au 31 décembre 2021) et un montant de 500,0 M\$ avait été prélevé sur la facilité d'emprunt à terme A.

Notre convention de crédit renouvelable contient une clause restrictive de nature financière prévoyant le maintien d'un ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté et d'un ratio de couverture des intérêts (chacun étant défini dans la convention de crédit renouvelable).

Le ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté doit être maintenu à un niveau égal ou inférieur à 6,00 pour 1,00 pendant une période de quatre trimestres financiers complets suivant la réalisation d'une acquisition significative et, à tout autre moment, un ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté égal ou inférieur à 5,75 pour 1,00 doit être maintenu. Le ratio de couverture des intérêts doit être égal ou supérieur à 3,00 pour 1,00. Au 31 mars 2022 et au 31 décembre 2021, nous respectons ces clauses restrictives.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre trésorerie et des montants disponibles aux termes de notre facilité de crédit renouvelable aux dates indiquées :

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2022	Au 31 décembre 2021
Trésorerie disponible	189,3 \$	190,4 \$
Montants disponibles aux termes de la facilité de crédit renouvelable	716,7	800,6
	906,0 \$	991,0 \$

Obligations contractuelles

Nos obligations contractuelles se composent de remboursements de principal et d'intérêts sur la dette à long terme, d'emprunts grevant du matériel, de contrats de location simple et de billets amortissables. Le tableau suivant présente nos obligations contractuelles au 31 mars 2022 :

(en millions de dollars)	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Par la suite
Dette à long terme	7 885,8 \$	16,4 \$	32,8 \$	4 337,7 \$	3 498,9 \$
Intérêts sur la dette à long terme	1 700,6	334,3	668,6	421,8	275,9
Obligations locatives	399,4	64,2	140,8	97,3	97,1
Emprunts grevant du matériel et autres emprunts	0,2	0,2	—	—	—
Billets amortissables	56,7	56,7	—	—	—
	10 042,7 \$	471,8 \$	842,2 \$	4 856,8 \$	3 871,9 \$

Autres engagements

Nous avons des lettres de crédit en cours totalisant environ 202,0 M\$ au 31 mars 2022 (199,5 M\$ au 31 décembre 2021), qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers intermédiaires. Ces lettres de crédit ont principalement trait aux exigences en matière de rendement en vertu de nos contrats municipaux et aux garanties financières émises à des organismes gouvernementaux à l'égard de nos permis d'exploitation.

Au 31 mars 2022, nous avons émis des cautionnements de bonne exécution totalisant 1 656,0 M\$ (1 748,1 M\$ au 31 décembre 2021), dont 369,0 M\$ liés à GFL Infrastructure.

5. Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats de nos activités pour les huit derniers trimestres clos aux dates suivantes :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin
	2022	2021 ¹⁾	2021 ¹⁾	2021 ¹⁾	2021 ¹⁾	2020 ²⁾	2020 ²⁾	2020 ²⁾
Sommaire financier								
Produits	1 401,4 \$	1 439,6 \$	1 381,3 \$	1 216,1 \$	1 099,6 \$	1 235,6 \$	1 036,0 \$	993,3 \$
BAIIA ajusté ³⁾	354,4	375,7	399,7	337,8	297,7	311,2	281,2	261,5
Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies ⁴⁾	137,0	(82,0)	(316,2)	54,4	(283,7)	(594,2)	(114,7)	(115,5)
Bénéfice net (perte nette) par action ⁴⁾	0,32	(0,26)	(0,91)	0,11	(0,82)	(1,69)	(0,32)	(0,32)

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

2) Les trimestres clos les 30 juin 2020, 30 septembre 2020 et 30 décembre 2020 n'ont pas été présentés de nouveau du fait de l'abandon des activités de GFL Infrastructure (se reporter à ce sujet à la note 18 des états financiers intermédiaires).

3) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

4) Après la publication initiale de nos états financiers intermédiaires consolidés pour les trois premiers trimestres de 2021, GFL a déterminé que la perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat ne doit pas être traitée comme une différence temporaire aux fins de l'impôt sur le résultat différé. Par conséquent, pour corriger cette erreur non significative, le passif d'impôt sur le résultat différé, le recouvrement d'impôt sur le résultat, la (perte nette) bénéfice net et la (perte nette) bénéfice net par action ont changé de la manière suivante : a) pour le trimestre clos le 31 mars 2021, le passif d'impôt sur le résultat a augmenté de 55,8 M\$ et le recouvrement d'impôt sur le résultat a diminué du même montant, ce qui a entraîné une augmentation de 55,8 M\$ de la perte nette découlant des activités poursuivies et de 0,16 \$ de la perte nette par action ; b) pour le trimestre clos le 30 juin 2021, le passif d'impôt sur le résultat a diminué de 37,3 M\$ et le recouvrement d'impôt sur le résultat a augmenté du même montant, ce qui a entraîné une augmentation de 37,3 M\$ du bénéfice net découlant des activités poursuivies et de 0,11 \$ du bénéfice net par action et c) pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, le passif d'impôt sur le résultat a augmenté de 64,7 M\$ et le recouvrement d'impôt sur le résultat a diminué du même montant, ce qui a entraîné une augmentation de 64,7 M\$ de la perte nette découlant des activités poursuivies et une augmentation de 0,18 \$ de la perte nette par action.

Au cours des huit derniers trimestres, nos résultats ont principalement été touchés par les initiatives en matière d'établissement des prix, le contrôle des coûts et le levier d'exploitation en général à mesure que les volumes se sont redressés, ainsi que par les acquisitions et les activités de financement connexes. En outre, le caractère saisonnier des activités a une incidence sur nos résultats, et ceux-ci tendent à être plus faibles au premier trimestre de l'exercice, en raison principalement des conditions hivernales, qui sont difficiles au Canada, et plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, en raison de l'augmentation du volume de déchets générés au cours de l'été dans bon nombre de nos marchés des déchets solides. Nos résultats ont également subi l'incidence des mesures prises par les gouvernements américain et canadien en réaction à la COVID-19 au début du deuxième trimestre de 2020. Au cours du premier semestre de 2021, ces mesures ont été levées ou assouplies dans de nombreux États américains, ce qui a donné lieu à une rapide reprise économique dans les marchés que nous desservons. Au premier trimestre de 2022, un grand nombre de mesures qui avaient été prises par les administrations locales et les gouvernements provinciaux au Canada ont été levées ou assouplies.

6. Principaux facteurs de risque

Nous sommes exposés à un certain nombre de risques du fait des objectifs stratégiques que nous poursuivons et de la nature de nos activités; ils sont énumérés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre notice annuelle. Nous sommes également assujettis aux risques financiers suivants :

Instruments financiers et risque financier

Nos instruments financiers se composent de la trésorerie, des créances clients, des dettes fournisseurs, de la dette à long terme, y compris des instruments de couverture connexes, et des unités de capitaux propres corporels. La valeur comptable de nos actifs financiers est équivalente à leur juste valeur.

À l'exception de nos billets garantis et non garantis libellés en dollars américains en circulation (les « **billets** ») et de nos billets amortissables, la valeur comptable de nos passifs financiers avoisine leur juste valeur. Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs de ces instruments pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Juste valeur au 31 mars 2022			Juste valeur au 31 décembre 2021		
	Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée observables importantes (niveau 3)	Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée observables importantes (niveau 3)
Billets	— \$	5 449,7 \$	— \$	— \$	5 808,3 \$	— \$
Billets amortissables	55,9	—	—	70,4	—	—

Les contrats d'achat et les instruments dérivés nets, qui sont comptabilisés à la juste valeur, sont classés dans le niveau 1 et le niveau 2, respectivement.

Pour d'autres précisions sur nos instruments financiers, y compris les contrats de couverture, et les facteurs de risque financier connexes, se reporter à nos états financiers intermédiaires, nos états financiers annuels et notre rapport de gestion annuel.

7. Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Tous les systèmes de contrôle interne, peu importe l'efficacité de leur conception, comportent des limites inhérentes. Ainsi, même les contrôles et procédures de communication de l'information et contrôles internes à l'égard de l'information financière réputés efficaces peuvent uniquement fournir une assurance raisonnable de l'atteinte de leurs objectifs de contrôle à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers. La direction, sous la supervision de son chef de la direction et de son chef des finances, est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne approprié à l'égard de l'information financière de GFL, qui vise à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés selon les IFRS. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de GFL qui a eu, ou qui aurait raisonnablement pu avoir, une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

8. Autres

Transactions entre parties liées

Après le paiement du versement semestriel de 3,5 M\$, le principal résiduel impayé relativement au billet à payer à Josaud Holdings Inc. (une entité liée à Patrick Dovigi) se chiffrait à 7,0 M\$ au 31 mars 2022 (10,5 M\$ au 31 décembre 2021).

Après le paiement du versement semestriel de 2,9 M\$, le principal résiduel impayé relativement au billet à payer à Sejosa Holdings Inc. (une entité liée à Patrick Dovigi) se chiffrait à 17,4 M\$ au 31 mars 2022 (20,3 M\$ au 31 décembre 2021).

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, nous avons effectué des paiements de loyers totalisant 1,1 M\$ (0,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021) à des parties liées.

Renseignements courants sur les actions

Notre capital social autorisé est constitué i) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne, ii) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple et iii) d'un nombre illimité d'actions privilégiées.

Au 31 mars 2022, nous avons 326 237 448 actions à droit de vote subalterne, 12 062 964 actions à droit de vote multiple, 28 571 428 actions privilégiées perpétuelles de série A (les « **actions privilégiées de série A** ») et 8 196 721 actions privilégiées convertibles perpétuelles de série B (les « **actions privilégiées de série B** ») émises et en circulation. Les actions privilégiées de série A et les actions privilégiées de série B sont appelées collectivement les « **actions privilégiées** ». Toutes les actions à droit de vote multiple émises et en circulation sont détenues ou contrôlées, directement ou indirectement, par des entités contrôlées par Patrick Dovigi.

Au 31 mars 2022, a) les actions privilégiées de série A pouvaient être converties en 26 424 485 actions à droit de vote subalterne, à un prix de conversion de 25,20 \$ US, ce qui représente 7,3 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation et 5,5 % de l'ensemble des droits de vote en circulation, et b) les actions privilégiées de série B pouvaient être converties en 6 949 431 actions à droit de vote subalterne, à un prix de conversion de 43,92 \$ US, ce qui représente 1,9 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation et 1,4 % de l'ensemble des droits de vote en circulation. Les porteurs des actions privilégiées ont le droit de voter, comme si la conversion avait eu lieu, à l'égard de toutes les questions soumises au vote des porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple et, dans la mesure du possible, voteront avec les porteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple comme une seule catégorie. Chaque porteur d'actions privilégiées est réputé détenir, aux seules fins du vote lors de toute assemblée des actionnaires de GFL à laquelle il a droit de voter, le nombre d'actions privilégiées correspondant au nombre d'actions subalternes à droit de vote subalterne dans lesquelles les actions privilégiées enregistrées de ce porteur sont convertibles à la date de clôture des registres aux fins de la détermination des actionnaires ayant le droit de voter à cette assemblée des actionnaires. La priorité en cas de liquidation associée aux actions privilégiées de série A et aux actions privilégiées de série B donne lieu à une désactualisation au taux annuel de 7,000 % et de 6,000 %, respectivement, composé trimestriellement. À compter du quatrième anniversaire de l'émission des actions privilégiées, GFL aura l'option, chaque trimestre, de racheter un certain nombre d'actions privilégiées d'un montant égal à l'augmentation de la priorité en cas de liquidation pour le trimestre. Ce montant de rachat optionnel peut être réglé en trésorerie ou en actions à droit de vote subalterne, au choix de GFL. Si GFL choisit de payer en trésorerie le montant du rachat optionnel pour un trimestre donné, le taux de désactualisation pour ce trimestre pour les actions privilégiées de série A et les actions privilégiées de série B sera de 6,000 % et de 5,000 % par année, respectivement. Les actions privilégiées sont assujetties à des restrictions de transfert, mais elles peuvent être converties en actions à droit de vote subalterne par le porteur en tout temps. GFL peut également demander la conversion ou le rachat des actions privilégiées à une date antérieure, dans certaines circonstances.

Au 31 mars 2022, nous détenions 11 698 678 contrats d'achat en circulation qui pouvaient être convertis en 25 659 880 actions à droit de vote subalterne, selon un taux de conversion minimum de 2,1934.

Renseignements supplémentaires

Des renseignements supplémentaires à l'égard de GFL, y compris nos plus récents rapports annuels et trimestriels, sont accessibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov/edgar.

9. Méthodes comptables, estimations et jugements comptables critiques

Nous préparons nos états financiers intermédiaires conformément aux IFRS. Nos principales méthodes comptables et nos estimations, hypothèses et jugements comptables principaux sont présentés dans les états financiers annuels.

Estimations, hypothèses et jugements comptables principaux

La préparation de nos états financiers intermédiaires exige que la direction formule des estimations et des jugements influant sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs, des passifs et des informations à fournir connexes. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer des montants estimés à mesure que surviennent des événements déterminants. Les estimations et jugements importants utilisés dans le cadre de la préparation de nos états financiers intermédiaires sont décrits dans nos états financiers annuels.

Depuis la date de notre rapport de gestion annuel, aucun changement significatif n'a été apporté aux estimations, hypothèses et jugements comptables principaux. Se reporter à la rubrique « Principales estimations, hypothèses et jugements comptables critiques » de notre notice annuelle.

Actifs liés aux sites d'enfouissement

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la dotation à l'amortissement liée à nos sites d'enfouissement, par tonne, pour les périodes indiquées :

	Trimestre clos le 31 mars 2022	Exercice clos le 31 décembre 2021
Amortissement de la capacité des sites d'enfouissement (en millions de dollars)	59,8 \$	230,4 \$
Tonnes reçues (en millions de tonnes)	4,6	17,9
Amortissement moyen des sites d'enfouissement, par tonne (en dollars)	13,0 \$	12,9 \$

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, l'amortissement de la capacité des sites d'enfouissement exclut un montant de 2,4 M\$ qui correspond à l'écart entre le montant de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, calculé au moyen d'un taux d'actualisation sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit, exigé pour l'évaluation de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations dans le cadre de la comptabilisation du prix d'achat, et le montant calculé au taux d'actualisation sans risque exigé pour les évaluations trimestrielles. Cet ajustement comptable n'a pas d'incidence sur les facteurs économiques liés à l'amortissement moyen des sites d'enfouissement par tonne.

Capacité des sites d'enfouissement

Au 31 mars 2022, la capacité autorisée restante était de 297,2 millions de tonnes (319,5 millions de tonnes au 31 décembre 2021) pour les sites d'enfouissement que nous possédons et le site d'enfouissement du Québec où nous avons accès à une capacité fixe. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, la capacité autorisée a diminué en raison du dessaisissement de certains actifs post-fermeture, en partie contrebalancé par l'acquisition de sites d'enfouissement au moyen de regroupements d'entreprises. Au 31 mars 2022, 16 de nos sites d'enfouissement répondaient aux critères pour faire l'objet d'une expansion probable de la capacité, ce qui représente une capacité additionnelle de 164,9 millions de tonnes. Considérée avec la capacité autorisée restante, notre capacité restante totale s'élevait à 462,1 millions de tonnes (484,4 millions de tonnes au 31 décembre 2021). En fonction de la capacité totale restante au 31 mars 2022 et des volumes d'élimination annuels prévus, la durée de vie résiduelle moyenne pondérée des sites d'enfouissement que nous possédons et du site d'enfouissement du Québec où nous avons accès à une capacité fixe est d'environ 25,4 ans (26,1 ans au 31 décembre 2021). D'autres occasions d'expansion pourraient prolonger la durée de vie résiduelle moyenne pondérée de nos sites d'enfouissement.

10. Mesures non conformes aux normes IFRS et indicateurs clés du rendement

Le présent rapport de gestion contient des références à certaines mesures non conformes aux normes IFRS, dont le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté. Ces mesures ne sont pas reconnues par les normes IFRS, n'ont pas de signification normalisée prescrite par les normes IFRS, et il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de notre information financière présentée en vertu des normes IFRS. Nous les utilisons pour fournir aux investisseurs une mesure additionnelle de notre performance opérationnelle et pour faire ressortir les tendances se rapportant à nos principales activités qui pourraient ne pas être apparentes lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières conformes aux normes IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties concernées ont fréquemment recours aux mesures non conformes aux normes IFRS pour évaluer les émetteurs. Notre direction a également recours aux mesures non conformes aux normes IFRS pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle d'une période à l'autre, pour préparer les prévisions et budgets d'exploitation annuels et pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

BAIIA

Le BAIIA représente, pour la période applicable, le bénéfice net (la perte nette) découlant des activités poursuivies, majoré(e) a) des charges d'intérêts et autres charges financières et b) de l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs liés aux sites d'enfouissement et des immobilisations incorporelles et diminué(e) c) de la charge d'impôt sur le résultat, dans chaque cas dans la mesure où ils sont ajoutés ou déduits du résultat net découlant des activités poursuivies. Nous présentons le BAIIA pour aider le lecteur à comprendre le calcul du BAIIA ajusté. La direction n'utilise pas le BAIIA comme mesure de la performance financière.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est une mesure supplémentaire utilisée par la direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers, y compris nos prêteurs et les investisseurs, pour évaluer la performance financière de notre entreprise sans tenir compte des méthodes de financement ni de la structure du capital. Le BAIIA ajusté est également une mesure clé utilisée par la direction avant la réalisation de toute occasion d'investissement ou de financement stratégique. Par exemple, la direction utilise le BAIIA ajusté aux fins de la détermination de la valeur des acquisitions, des occasions d'expansion et des cessions. Par ailleurs, les institutions financières utilisent le BAIIA ajusté pour mesurer la capacité d'emprunt. On obtient le BAIIA ajusté en ajoutant ou en déduisant, selon le cas en fonction du BAIIA, les charges, frais, coûts ou prestations suivants engagés durant la période présentée et qui, de l'avis de la direction, ne sont pas indicatifs de la performance sous-jacente de l'entreprise ou ont une incidence sur la capacité d'évaluer la performance opérationnelle de notre entreprise, notamment : a) (le profit) la perte de change, b) (le profit) la perte à la vente d'immobilisations corporelles, c) (le profit) la perte liée(e) à la valeur de marché sur les contrats d'achat, d) les paiements fondés sur des actions, e) le profit lié à un dessaisissement, f) les coûts de transaction et g) les coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration (compris dans le coût des ventes lié aux activités d'acquisition). Nous utilisons le BAIIA ajusté pour permettre la comparaison de notre rendement opérationnel de façon cohérente en reflétant les facteurs et les tendances qui ont une incidence sur notre entreprise. À mesure que nous développons nos activités, nous pourrions devoir composer avec de nouveaux événements ou circonstances qui ne sont pas représentatifs de la performance sous-jacente de nos activités ou qui nuisent à la capacité d'évaluer notre performance opérationnelle.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté représente le BAIIA ajusté divisé par les produits. Nous utilisons la marge du BAIIA ajusté afin de faciliter la comparaison de la performance opérationnelle de chacun de nos secteurs opérationnels sur une base cohérente qui reflète les facteurs et les tendances touchant nos activités.

Rapprochement du BAIIA ajusté et du bénéfice net (de la perte nette) découlant des activités poursuivies

Le tableau qui suit contient un rapprochement de notre bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies avec le BAIIA et le BAIIA ajusté pour les périodes indiquées, compte non tenu des résultats de GFL Infrastructure, qui a été classée dans les activités abandonnées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars 2022	Trimestre clos le 31 mars 2021 ¹⁾
Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies ²⁾	137,0 \$	(283,7) \$
Ajouter :		
Charges d'intérêts et autres charges financières	99,7	91,2
Amortissement des immobilisations corporelles	227,0	198,9
Amortissement des immobilisations incorporelles	124,5	110,3
Recouvrement d'impôt sur le résultat ²⁾	(21,8)	(33,6)
BAIIA	566,4	83,1
Ajouter :		
Profit de change ³⁾	(58,6)	(39,0)
(Profit) perte à la vente d'immobilisations corporelles	(1,8)	0,8
(Profit) perte lié à la valeur de marché sur les contrats d'achat ⁴⁾	(174,9)	228,3
Paielements fondés sur des actions ⁵⁾	11,8	8,9
Profit lié à un dessaisissement ⁶⁾	(6,5)	—
Coûts de transaction ⁷⁾	11,9	12,1
Coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration ⁸⁾	6,1	3,5
BAIIA ajusté	354,4 \$	297,7 \$

1) Les chiffres comparatifs ont été présentés de nouveau (se reporter à la note 18 de nos états financiers intermédiaires).

2) Après la publication initiale des états financiers intermédiaires au 31 mars 2021, GFL a déterminé que la perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat ne doit pas être traitée comme une différence temporaire aux fins de l'impôt sur le résultat différé. Par conséquent, pour corriger cette erreur non significative, le recouvrement d'impôt sur le résultat a été réduit de 55,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021.

3) Se compose i) de profits et de pertes sans effet sur la trésorerie sur des swaps de devises et de taux d'intérêt conclus dans le cadre de nos instruments d'emprunt, ii) de profits et de pertes attribuables aux fluctuations des taux de change.

4) Il s'agit d'un élément sans effet sur la trésorerie qui correspond à l'ajustement à la valeur de marché de la juste valeur des contrats d'achat.

5) Il s'agit d'un élément sans effet sur la trésorerie qui correspond à l'amortissement de la juste valeur estimative des options sur actions attribuées à certains membres de la direction en vertu de régimes d'options sur actions.

6) Se compose d'un profit découlant du dessaisissement de certains actifs non essentiels.

7) Se composent des coûts d'acquisition, d'intégration et autres coûts, tels que des honoraires juridiques, des frais de consultation et d'autres honoraires et charges engagés dans le cadre d'acquisitions et d'activités de financement conclues au cours de la période. Nous prévoyons engager des coûts semblables dans le cadre d'autres acquisitions dans l'avenir; conformément aux normes IFRS, ces coûts liés aux acquisitions sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés et ne sont pas inscrits à l'actif. Ils sont compris dans les frais de vente et charges générales et administratives.

8) Comprennent les coûts liés au remplacement de la marque sur le matériel acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises. Nous nous attendons à engager des coûts semblables dans l'avenir dans le cadre d'autres acquisitions. Ces coûts font partie du coût des ventes.